



Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Distr. générale
17 avril 2023
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2023

19-21 juin 2023

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Évaluation

Rapport de 2022 sur la fonction d'évaluation de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Résumé

Le présent rapport donne un aperçu de la performance, aux niveaux centralisé et décentralisé, de la fonction d'évaluation de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il rend compte des principaux enseignements tirés des évaluations institutionnelles indépendantes et des évaluations stratégiques réalisées, présente les indicateurs clés de performance de la fonction d'évaluation et donne une description des travaux de sensibilisation menés en vue de promouvoir l'évaluation tenant compte des questions de genre au sein du système des Nations Unies et le renforcement des capacités nationales d'évaluation. Il présente également le programme de travail et le budget du Service indépendant d'évaluation pour 2023.

Le Conseil d'administration est invité à : i) prendre note du rapport de 2022 sur la fonction d'évaluation de l'Entité, ainsi que du programme de travail et du budget du Service indépendant d'évaluation pour 2023 ; ii) reconnaître que la fonction d'évaluation indépendante, crédible et utile de l'Entité contribue aux initiatives d'évaluation tenant compte du genre à l'échelle du système et au renforcement des capacités nationales d'évaluation ; iii) confirmer son appui à la consolidation de la fonction d'évaluation de l'Entité et à la prise en compte des évaluations, conformément à la stratégie d'évaluation globale de l'Entité et au plan d'évaluation institutionnel pour 2022-2025.



I. Introduction

1. En 2022, le monde a connu de gros troubles (pandémie de COVID-19, changements climatiques, catastrophes naturelles, instabilité politique et conflits dans plusieurs régions), qui ont tous généré des crises sociales et économiques de grande ampleur. Face à ces défis, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a mis à profit ses compétences en matière de genre et collaboré avec l'ensemble du système des Nations Unies. Afin de renforcer son engagement en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, elle s'est appuyée sur sa fonction d'évaluation en vue de promouvoir l'apprentissage fondé sur des données probantes et l'amélioration continue. Jouant un rôle crucial dans la conduite de la fonction d'évaluation et des initiatives d'évaluation de l'Entité, le Service indépendant d'évaluation, qui relève des Services d'évaluation et d'audit indépendants, a soutenu l'exécution du Plan stratégique 2022-2025 d'ONU-Femmes en étayant les décisions stratégiques de l'Entité, en favorisant l'apprentissage organisationnel et en suscitant le changement au moyen de données d'évaluation.

2. Au moyen de ses évaluations institutionnelles et décentralisées indépendantes, ONU-Femmes produit des données probantes qui s'inscrivent dans le cadre de son mandat intégré (établissement de normes, coordination du système des Nations Unies et activités opérationnelles). En 2022, le Service indépendant d'évaluation s'est employé à faire des évaluations stratégiques indépendantes liées aux domaines de travail essentiels de l'Entité. Plus concrètement, ses évaluations institutionnelles, régionales et thématiques et ses évaluations de portefeuille de pays ont permis de dégager des idées et des enseignements plus poussés que dans le cadre d'évaluations de programmes et de projets individuels. Elles ont été conçues de manière à analyser et comprendre les effets à plus grande échelle des travaux menés par ONU-Femmes et à soutenir l'élaboration de la planification et des stratégies futures.

3. En 2022, le lancement d'un nouveau cycle de plan stratégique a permis de redynamiser de nombreux processus institutionnels en les dotant d'une solide culture de l'évaluation et d'appréciation des données d'évaluation. Dans le même temps, les indicateurs clés de performance d'ONU-Femmes liés à l'évaluation ont mis en évidence qu'il fallait renforcer l'engagement et le soutien afin de répondre à la demande et à l'intérêt que suscitent de plus en plus les activités d'apprentissage et d'évaluation fondées sur des données d'évaluation.

4. Le présent rapport, qui comporte cinq parties, montre i) les principales conclusions de l'analyse faite par le Service sur le déficit de données probantes ; ii) un aperçu des évaluations institutionnelles effectuées ; iii) une synthèse des évaluations décentralisées réalisées, y compris un résumé des évaluations stratégiques menées en 2022 ; iv) un examen de la performance de la fonction d'évaluation de l'Entité réalisé dans le cadre du système mondial de contrôle de l'évaluation ; v) une description des efforts de sensibilisation déployés au sein du système des Nations Unies en faveur de l'évaluation tenant compte du genre et du renforcement des capacités nationales ; et vi) le programme de travail et le budget du Service pour 2023.

II. Analyse du déficit de données probantes et des possibilités d'apprentissage au sein d'ONU-Femmes

Analyse du déficit de données probantes

5. Afin que les évaluations menées par ONU-Femmes soient toujours plus complètes, plus efficaces et de meilleure qualité, le Service a effectué une analyse du

déficit de données probantes qui a consisté à examiner les données existantes et à recenser les domaines qui revêtent une importance stratégique pour l'exécution du Plan stratégique 2022-2025. L'analyse, qui a porté sur un échantillon de 124 évaluations de grande qualité réalisées par l'Entité entre 2018-2021, a été codée et effectuée à l'aide d'un logiciel d'analyse qualitative sur la base du Plan stratégique.

6. L'analyse a permis de conclure que le niveau de données produites par ONU-Femmes était homogène dans ses différents domaines thématiques, sauf dans le Domaine thématique 4 (paix, sécurité, action humanitaire et réduction des risques de catastrophe) qui présentait moins de données. Comme une grande partie des données existantes ont été obtenues dans le cadre de travaux thématiques ou de projets, il est apparu clairement que les données relatives aux activités globales d'ONU-Femmes qui relèvent des réalisations systémiques étaient insuffisantes. L'analyse a également mis en évidence que les évaluations devaient être plus prospectives afin d'appuyer la programmation dans les nouveaux domaines d'activités récemment présentés qui portent, par exemple, sur la transformation de l'économie des services à la personne ainsi que sur les changements climatiques et la résilience aux catastrophes. En revanche, de nombreuses données ont été recueillies sur la contribution d'ONU-Femmes aux efforts de riposte et de relèvement liés à la COVID-19, ce qui facilitera les travaux de synthèse. Enfin, l'analyse a montré qu'il fallait mieux intégrer le principe consistant à ne laisser personne de côté et mieux évaluer les progrès accomplis par l'Entité en vue de mettre en place un espace de travail plus efficace, plus diversifié et plus autonome.

III. Évaluations institutionnelles

7. En 2022, le Service a effectué sept évaluations et études institutionnelles sur les effets des travaux menés par ONU-Femmes en vue de promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. On trouvera à la section ci-après les principales idées et leçons tirées de ces évaluations et études institutionnelles.

8. Le Service a réalisé les évaluations institutionnelles suivantes :

- i. Évaluation institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de sensibilisation stratégique.
- ii. Évaluation institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de renforcement des capacités.

9. En outre, le Service a examiné les évaluations institutionnelles et le rapport de synthèse suivants :

- i. Évaluation institutionnelle de la contribution d'ONU-Femmes à l'autonomisation économique des femmes par la promotion de lois, de cadres, de politiques et de partenariats tenant compte des questions de genre
- ii. Évaluation formative institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de changements climatiques
- iii. Évaluation formative institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes sur les statistiques et les données relatives au genre
- iv. Synthèse de l'évaluation conjointe à l'échelle du système sur l'objectif de développement durable n° 5, menée en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM)

10. Par ailleurs, le Service a lancé une évaluation formative institutionnelle du soutien fourni par ONU-Femmes à la société civile, qui visera principalement à analyser en profondeur la collaboration de l'Entité avec la société civile au niveau régional.

Évaluation institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de sensibilisation stratégique

11. Grâce à son mandat intégré, ONU-Femmes peut jouer un rôle de sensibilisation en façonnant et en favorisant les politiques et la législation gouvernementales relatives à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes. Ses connaissances probantes et crédibles et ses partenariats sont essentiels pour assurer un effet multiplicateur, exploiter les ressources et adopter une approche globale de la sensibilisation. Toutefois, afin d'obtenir de meilleurs résultats, l'Entité devrait définir un cadre de sensibilisation, élaborer une approche cohérente de la planification, de l'exécution, du suivi et de l'établissement de rapports, et préciser sa structure organisationnelle de manière à assurer une meilleure communication et coordination entre le siège ainsi que les bureaux régionaux et bureaux de pays. À l'issue de l'évaluation, il a été recommandé à ONU-Femmes de s'appuyer sur son Plan stratégique afin de déterminer les activités de sensibilisation prioritaires ; de renforcer son cadre de sensibilisation ainsi que ses systèmes de production et de gestion de données et de connaissances ; et de resserrer les liens qu'elle entretient avec ses partenaires à l'appui du changement et de l'exécution des politiques. L'évaluation a donné lieu à six recommandations, dont cinq ont été acceptées par la direction et une a été partiellement acceptée.

Évaluation institutionnelle sur le renforcement des capacités

12. Le renforcement des capacités des partenaires est une stratégie d'intervention centrale pour ONU-Femmes, qui est largement utilisée dans l'ensemble de l'organisation. L'évaluation a permis de constater que les pratiques qu'elle a adoptées à cet effet sont considérées par les différentes parties prenantes comme étant à la fois précieuses et nécessaires. Cependant, afin de mieux contribuer au renforcement des capacités, l'Entité devrait établir une définition, un cadre et une approche clairs à l'échelle de l'organisation. L'évaluation a également permis de constater que les équipes d'ONU-Femmes entreprenaient souvent ces activités de manière autonome, limitant ainsi les synergies entre les différents domaines thématiques. L'Entité pourrait accroître l'efficacité globale de ses activités de renforcement des capacités en améliorant la coordination interne, la cohérence et l'échange de connaissances. Afin de garantir la durabilité des résultats, il est essentiel d'assurer l'appropriation du renforcement des capacités, qui est toutefois souvent entravée par la courte durée des initiatives et un financement limité. L'évaluation a donné lieu à quatre recommandations, dont trois ont été acceptées par la direction et une a été partiellement acceptée.

Évaluations institutionnelles porteuses de changement

13. En 2022, la direction d'ONU-Femmes a continué d'appliquer les conclusions et les recommandations issues des évaluations institutionnelles afin d'améliorer les politiques, stratégies et pratiques de programmation et de favoriser ainsi le changement. On trouvera ci-après quelques exemples d'évaluations institutionnelles effectuées récemment.

Évaluation institutionnelle des activités de coordination d'ONU-Femmes à l'échelle du système des Nations Unies et de son rôle mobilisateur aux fins de l'élimination des violences faites aux femmes

14. Conformément à la suite donnée par la direction à l'évaluation institutionnelle des activités de coordination d'ONU-Femmes à l'échelle du système des Nations Unies et de son rôle mobilisateur aux fins de l'élimination des violences faites aux femmes, l'Entité s'est employée à assurer la cohérence technique et la programmation globale en la matière au moyen d'initiatives conjointes mondiales, notamment l'Initiative Spotlight, les services essentiels, Des villes sûres, Génération égalité et les coalitions d'action. Afin d'appliquer les principales leçons et recommandations issues de cette évaluation, elle a facilité plusieurs activités de collaboration, notamment l'élaboration de 16 produits interinstitutions présentant des normes internationales et des conseils sur la prévention, les services essentiels et la collecte de données sur la violence à l'égard des femmes. En outre, elle a facilité plusieurs espaces de coordination au sein du système des Nations Unies dans le cadre d'une réunion d'experts sur la technologie, de la phase III du Programme mondial des Nations Unies sur les services essentiels et des travaux de l'Équipe spéciale du Conseil des chefs de secrétariat chargée de la question de la lutte contre le harcèlement sexuel. Elle a mis à profit son mandat de coordination à l'échelle du système des Nations Unies pour soutenir la réalisation et le suivi systématique des résultats en matière d'**élimination des violences faites aux femmes**. Dans le cadre de l'examen quadriennal complet, ONU-Femmes a intégré un indicateur spécifique permettant de déterminer le nombre d'analyses communes de pays qui comprennent une section et une analyse consacrées à la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans les secteurs relevant du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. En 2022, elle a également conçu de nouveaux indicateurs de coordination à l'échelle du système afin de se conformer au processus de la feuille de résultats des équipes de pays relative au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes.

Évaluation formative institutionnelle de l'approche d'ONU-Femmes en matière d'innovation

15. À la suite de l'évaluation de l'approche qu'elle a adoptée en matière d'innovation, l'Entité s'est employée à démontrer sa valeur ajoutée aux espaces normatifs et aux espaces de coordination liés à la technologie et à l'innovation. En vue de la soixante-septième session de la Commission de la condition de la femme, dont le thème prioritaire est « Innovation et évolution technologique, et éducation à l'ère du numérique aux fins de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles », elle a organisé une réunion du Groupe d'experts chargé d'examiner les principales tendances, la disponibilité et les besoins en matière de données, les meilleures pratiques et les lacunes à combler dans les politiques publiques. Elle s'est appuyée sur les contributions des participants afin d'élaborer des recommandations pratiques, pragmatiques et porteuses de changement qui viendront étayer le rapport du Secrétaire général portant sur le thème prioritaire. Avec le soutien d'ONU-Femmes, la Coalition d'action sur les technologies et l'innovation a demandé que l'égalité des genres soit placée au centre du Pacte numérique mondial lors de l'Assemblée générale de septembre 2022, tout en recommandant de traiter la dimension de genre des inégalités numériques, d'intégrer le genre dans les technologies numériques, de construire des écosystèmes d'innovation inclusifs et de rendre les espaces numériques sûrs.

Données probantes issues de l'évaluation à l'appui de la prise de décision

16. Le Service continue d'aider ONU-Femmes à intégrer les résultats des évaluations dans sa planification et sa prise de décision. Il entretient des contacts réguliers avec l'équipe de direction de l'Entité et les comités d'examen des activités afin de rendre compte des besoins et des priorités stratégiques d'ONU-Femmes. Il joue également un rôle actif dans les processus d'examen technique de l'Entité, en apportant des contributions à la Note stratégique et aux comités d'examen des projets aux niveaux régional et mondial. Par exemple, en 2022, il a collaboré avec le Groupe de la planification stratégique d'ONU-Femmes en vue d'examiner et de mettre à jour le dossier d'élaboration de la note stratégique afin que les évaluations continuent de faire partie intégrante du plan stratégique pluriannuel de l'Entité.

IV. Évaluations décentralisées

17. La majorité des évaluations d'ONU-Femmes sont décentralisées, c'est-à-dire qu'elles sont gérées par les unités opérationnelles compétentes au niveau régional et national ou au siège, et reçoivent des conseils techniques et un soutien en matière d'assurance de la qualité de la part du Service. Celui-ci peut également mener ou soutenir les évaluations thématiques et programmatiques régionales et les évaluations de portefeuilles de pays. Les conclusions des évaluations décentralisées viennent compléter les évaluations institutionnelles et fournissent des enseignements sur les résultats et la performance d'ONU-Femmes aux niveaux régional et national.

18. En 2022, huit évaluations de portefeuilles de pays (Bolivie*, Brésil*, Égypte*, Malawi, Moldova*, Népal*, Tanzanie et Zimbabwe) ont été achevées et cinq évaluations de portefeuilles de pays (bureau multipays aux Caraïbes*, Équateur*, Jordanie*, Niger* et République démocratique du Congo*) ont été lancées¹. Au total, le Service a mené 10 des 13 (77 %) évaluations de portefeuilles de pays réalisées ou lancées en 2022. Cinq évaluations régionales ont également été achevées et sept étaient en cours d'exécution au moment de l'établissement du présent rapport, dont la moitié (6 sur 12) étaient effectuées par le Service. Dans l'ensemble, le nombre total d'évaluations stratégiques, notamment celles menées par le Service, a été plus élevé en 2022 qu'au cours des années précédentes.

Renforcement des capacités d'évaluation interne et gestion du savoir

19. La demande d'évaluations au niveau décentralisé ne cessant d'augmenter, il devient de plus en plus crucial de renforcer les capacités d'évaluation au sein d'ONU-Femmes. Le Service a pris l'initiative d'élaborer et d'adapter plusieurs outils et cours de formation visant à améliorer les compétences du personnel de l'Entité et de ses partenaires d'exécution.

20. En 2022, le Service s'est employé à améliorer la qualité et la normalisation de l'analyse des données utilisées dans ses évaluations, et a élaboré plusieurs outils et directives à l'appui de nombreuses activités relatives à l'évaluation (par exemple, un guide d'évaluation du portefeuille de pays, l'analyse du portefeuille, la conception de l'enquête, l'analyse des données du système de gestion des résultats d'ONU-Femmes et l'analyse de la contribution).

21. Au niveau régional, les spécialistes régionaux de l'évaluation ont formé plus de 130 membres du personnel d'ONU-Femmes et des principales parties prenantes. Une formation au niveau des pays a été dispensée aux principales parties prenantes en vue de faire mieux connaître les principes de suivi et d'évaluation ainsi que les pratiques

¹ L'astérisque (*) indique que les évaluations de portefeuilles de pays ont été menées par le Service.

d'évaluation de l'Entité. Dans la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, des sessions bimensuelles du réseau de praticiens ont été organisées à l'intention du personnel chargé du suivi et de l'évaluation, ce qui a permis d'adopter des approches plus cohérentes en vue de mobiliser des groupes de référence en matière d'évaluation, d'améliorer la qualité des évaluations de portefeuilles de pays et de renforcer la prise en compte des évaluations. Dans les régions Asie-Pacifique et Europe-Asie centrale, le Service a fourni un accompagnement sur mesure aux responsables des évaluations afin de garantir un processus et un produit de haute qualité. Dans les régions de l'Afrique occidentale et centrale ainsi que de l'Afrique australe et orientale, les nouvelles recrues ont pu suivre un cours en ligne sur la gestion des évaluations tenant compte des questions de genre. Le Service a également participé à une formation hybride destinée aux responsables des programmes d'ONU-Femmes dans la région des Amériques et des Caraïbes afin d'améliorer la planification et l'utilisation des évaluations dans le cadre des pratiques globales de gestion de projet.

Communication à l'appui des évaluations

22. Tout au long de l'année 2022, le Service a continué d'investir dans l'échange de connaissances et la communication au moyen de produits conviviaux et accessibles, de partenariats et d'initiatives d'apprentissage ainsi que de plateformes de réseaux sociaux en ligne qui ont encouragé le personnel d'ONU-Femmes et les parties prenantes à utiliser les évaluations. Le Système mondial d'application du principe de responsabilité et de suivi de l'utilisation des évaluations a été consulté plus de 28 700 fois au cours de l'année et les pages d'évaluation de l'Entité ont été consultées plus de 28 800 fois, soit autant que l'année précédente.

23. Au niveau régional, le Service a soutenu l'utilisation de l'évaluation en organisant des webinaires et des présentations ainsi qu'en produisant des notes d'évaluation et des rapports de synthèse sur la base des résultats issus des évaluations régionales et des évaluations de portefeuilles de pays (par exemple, Moldova, Égypte, Népal, Malawi, Bolivie et Brésil). Les webinaires ont été conçus en vue de faciliter l'utilisation et une meilleure contextualisation des résultats de l'évaluation. Dans la région des États arabes, un webinaire a été mis en place en vue de mutualiser les résultats des évaluations régionales et des évaluations de pays. En outre, trois webinaires axés sur les femmes et la paix et la sécurité, la violence à l'égard des femmes et des filles ainsi que l'innovation et le rôle d'ONU-Femmes dans les crises, ont été organisés dans la région de l'Asie et du Pacifique. Dans la région des Amériques et des Caraïbes, l'Entité a organisé, en marge de la conférence gLOCAL 2022 et de la conférence internationale ReLAC 2022, plusieurs webinaires à l'intention de la communauté de l'évaluation, notamment sur la capacité d'évaluation nationale tenant compte des questions de genre.

Aperçu des principales évaluations stratégiques au niveau décentralisé

Évaluation régionale du Service sur l'action menée par ONU-Femmes face à la crise en Asie et dans le Pacifique

Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique

24. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, ONU-Femmes a pris des mesures pour faire face aux crises complexes et multiples survenues récemment, notamment au Myanmar et en Afghanistan. La prise en compte des questions de genre dans l'action menée pour faire face aux crises permet de répondre plus efficacement aux besoins immédiats et à long terme des femmes et des filles et des groupes vulnérables en situation de crise. Cette évaluation a permis de constater qu'ONU-Femmes avait considérablement amélioré ses interventions en cas de crise et pris en compte les priorités et les besoins des femmes et des filles. On a également constaté la mise en

place d'un ensemble de mécanismes de coordination, d'assistance technique et de production de connaissances, de renforcement des capacités et d'approches inclusives visant à sensibiliser les intervenants à l'égalité de genre. La valeur ajoutée de l'Entité réside dans sa capacité à couvrir l'ensemble du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, tandis que ses activités opérationnelles ne présentent pas d'avantage comparatif. Afin d'améliorer l'efficacité et la cohérence interne, l'évaluation a permis de conclure qu'il fallaitachever l'élaboration du projet de politique et de stratégie de crise, ainsi que des outils et protocoles institutionnels afin de garantir une structure de gouvernance claire et des ressources adéquates en cas de crise. L'évaluation a présenté trois recommandations, que la direction a acceptées et commencé à mettre en œuvre.

*Évaluation régionale du Service sur les contributions d'ONU-Femmes
à l'autonomisation économique des femmes grâce à la mobilisation du secteur privé*

Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique

25. L'évaluation a confirmé que l'autonomisation économique des femmes était une grande priorité dans la région de l'Asie et du Pacifique, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et en tant que région vulnérable aux catastrophes climatiques. ONU-Femmes a mobilisé les acteurs du secteur privé au moyen d'approches intégrées afin de mettre en œuvre des mesures d'autonomisation économique des femmes sur le lieu de travail et le marché. Si l'accent mis sur le secteur privé formel est une priorité essentielle et stratégique dans la région, l'évaluation a permis de conclure que des priorités plus larges visant à promouvoir l'émancipation économique des femmes dans la région devaient être mieux prises en compte dans la stratégie régionale. Il a été recommandé à ONU-Femmes de définir en priorité la manière dont elle collaborera avec ses partenaires (en particulier les partenaires du système des Nations Unies) en vue de faire progresser l'autonomisation économique des femmes. L'Entité n'a pas toujours cherché à adopter une démarche claire pour identifier et sensibiliser les groupes marginalisés dans ses efforts d'autonomisation économique des femmes et dans la mobilisation des partenaires en vue de soutenir le changement des normes sociales dans la région de l'Asie et du Pacifique. Investir dans la mise en place de structures de gouvernance et d'effectifs adaptés pourrait contribuer à améliorer l'efficacité dans la région. L'évaluation a donné lieu à quatre recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

*Évaluation conjointe du programme régional commun EmPower - Égalité
des genres, changements climatiques et réduction des risques de catastrophe*

Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique

26. ONU-Femmes et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont mené le projet régional EmPower au Bangladesh, au Cambodge et au Viet Nam. L'évaluation a permis de conclure que le projet répondait parfaitement aux priorités et aux besoins des trois pays, ainsi qu'à ceux de l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique. En associant les ressources, les connaissances spécialisées et l'accès aux partenaires des pouvoirs publics et de la société civile, ONU-Femmes et le PNUE ont pu approfondir un domaine de travail mal connu et obtenir le soutien d'acteurs clés. En tant que projet régional commun transversal, EmPower a nécessité une planification stratégique et une gestion minutieuses, ainsi qu'un cadre commun de suivi des résultats, tant au niveau régional qu'au niveau des pays, couvrant l'ensemble du lien entre l'égalité des genres, les changements climatiques, la réduction des risques de catastrophe et l'environnement (énergies renouvelables), afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience organisationnelle. L'évaluation a donné lieu à quatre recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

Évaluation régionale de la phase II du programme sur la contribution des hommes et des femmes à l'égalité des genres

Bureau régional des États arabes

27. Les phases I et II du programme sur la contribution des hommes et des femmes à l'égalité des genres ont été mises en œuvre entre 2015 et 2022 dans six pays (Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine et Tunisie). Le programme visait à mieux comprendre les normes sociales dominantes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et à les transformer de manière à favoriser l'égalité des genres. Le programme était en grande partie conforme aux orientations d'ONU-Femmes sur l'implication des hommes et des garçons ; cependant, les stratégies visant à mobiliser les groupes féministes, à transformer les masculinités patriarcales et à établir des liens avec des changements sociaux et juridiques plus larges n'ont pas été pleinement mises en œuvre. L'équipe chargée du programme a réagi à diverses crises sociopolitiques et économiques dans les pays d'exécution et a pu tirer parti d'évolutions politiques favorables. Même si les bénéficiaires ont été nombreux à donner des exemples de comportements favorisant l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans leur foyer et leur collectivité, les attentes empiriques ou normatives n'ont guère évolué au sein de la population. L'évaluation a donné lieu à dix recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

Évaluation régionale du projet portant sur la contribution à l'autonomisation économique des femmes en Afrique grâce à une agriculture intelligente face au climat 2019-2021 (Afrique du Sud, Malawi, Nigéria et Ouganda)

Bureau régional pour l'Afrique orientale et australe

28. Le projet sur l'agriculture intelligente face au climat, financé par le groupe Standard Bank, visait à renforcer la productivité agricole des femmes et leur accès aux marchés pour certains produits agricoles, à combler les inégalités fondées sur le genre en matière de productivité agricole et à améliorer l'accès des femmes aux ressources et à la technologie. L'évaluation a permis de constater que le projet était pertinent et répondait aux besoins et exigences des femmes bénéficiaires en Afrique du Sud, au Malawi, au Nigéria et en Ouganda, et qu'il renforçait également les capacités des bénéficiaires à participer efficacement à l'agriculture intelligente face au climat et à accéder aux services financiers et aux marchés. Même si des efforts ont été consentis en vue de mettre en place la plateforme numérique « Buy from Women », les femmes ne l'ont que très peu utilisée pour accéder aux marchés et aux financements. Le projet a permis de nouer des partenariats stratégiques qui ont favorisé l'efficacité et l'obtention de résultats dans les quatre pays, et les structures et approches de gestion du projet étaient globalement adaptées. L'évaluation a donné lieu à cinq recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau de la Bolivie

29. L'évaluation a permis de constater que le Bureau d'ONU-Femmes en Bolivie avait mis en place un portefeuille de projets et d'initiatives adapté aux besoins de la population cible et au contexte du pays. Compte tenu de la forte polarisation sociopolitique, le Bureau est resté un acteur impartial et a joué un rôle fédérateur. Sa gestion des partenariats avec les acteurs du système des Nations Unies pour le développement, notamment les liens établis dans le cadre de programmes conjoints, a également été jugée satisfaisante. L'évaluation a donné lieu à six recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau du Brésil

30. Le rôle clé joué par ONU-Femmes dans la stratégie nationale brésilienne en matière d'égalité des genres a été souligné dans l'évaluation. L'Entité a considérablement renforcé la systématisation de ses modalités de travail en établissant des procédures claires et des résultats escomptés, et en adoptant des pratiques fondées sur le principe de responsabilité sur le lieu de travail. Le Bureau a pris en compte les besoins des populations vulnérables dans ses activités (conformément au principe de ne laisser personne de côté), ce qui a permis de s'attaquer aux causes profondes des inégalités. L'évaluation a également permis de conclure qu'il fallait élargir le dialogue sur des questions telles que COVID-19 et renforcer la cohérence et l'homogénéité des activités du Bureau. L'évaluation a donné lieu à quatre recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau du Népal

31. Compte tenu des structures sociétales, croyances, valeurs et pratiques préjudiciables qui perdurent, le Bureau d'ONU-Femmes au Népal a adopté un cadre et des stratégies globales visant à lutter contre la discrimination fondée sur le genre et l'exclusion sociale. D'après l'évaluation, le Bureau a largement contribué à faire progresser l'égalité des genres et l'inclusion sociale au Népal en adoptant une approche à plusieurs niveaux axée sur l'intérieur et l'extérieur et en aidant les partenaires à élaborer des politiques et des programmes tenant compte des questions de genre. Il a renforcé ses compétences dans la mise en œuvre d'approches intersectionnelles de la programmation en définissant clairement ses stratégies et en investissant dans son personnel, et son approche de gestion souple a été utile lors de la pandémie de COVID-19. À l'avenir, il faudra consentir plus d'efforts aux niveaux régional et local afin de maintenir la pertinence dans le contexte de la fédéralisation. Le Bureau a démontré que les investissements dans les mécanismes de coordination et les programmes conjoints pouvaient influencer les efforts de sensibilisation et de programmation déployés par les partenaires en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. L'évaluation a donné lieu à sept recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau du Moldova

32. L'évaluation formative a été menée en vue d'aider le Bureau et les parties prenantes nationales à élaborer et exécuter la Note stratégique 2023 et de faire le bilan de l'application du principe de responsabilité dans le domaine du développement, de l'efficacité et de l'apprentissage. Le Bureau s'est montré souple et utile pendant toute la période d'exécution (2018-2022) et, ce faisant, il a appliqué sa théorie du changement ; adopté une approche pluripartite ; agi chaque fois que possible et procédé à une évaluation continue de la pertinence de ses priorités ; et adapté ses travaux en fonction des besoins (par exemple, pour faire face à la pandémie de COVID-19 et à la crise humanitaire en Ukraine). Les efforts de coordination approfondis d'ONU-Femmes, associés à des compétences solides, ont été jugés efficaces. Le partenariat stratégique mené avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et l'Union européenne a permis d'ancrer la viabilité interne du Bureau sur une base solide ; cependant, la dépendance à l'égard de deux grands projets de développement présente des risques. L'évaluation a donné lieu à huit recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau de l'Égypte

33. L'évaluation a permis de constater que le Bureau avait exécuté efficacement la Note stratégique 2018-2022, fait preuve de souplesse en adaptant ses programmes afin de faire face à la pandémie de COVID-19 et continué à produire des résultats malgré les fréquents changements de direction. Toutefois, il convient de consolider davantage le portefeuille du Bureau, d'éviter d'éventuels chevauchements des mandats dans le domaine de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, d'assurer le financement et de viser l'innovation. Le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et le secteur privé, entre autres parties prenantes, ont estimé que le Bureau de pays était un excellent interlocuteur dans le domaine de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et jouait un rôle fédérateur entre le Gouvernement et les organisations de la société civile. Néanmoins, il convient d'adopter une démarche plus globale concernant les activités visant à influencer les normes sociales, d'identifier et de cibler les groupes les plus vulnérables ainsi que de mettre en place un système de suivi et de retour d'information sur les changements profonds opérés afin de renforcer les résultats du Bureau. L'évaluation a donné lieu à six recommandations, dont quatre ont été acceptées et deux ont été partiellement acceptées par la direction.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau de la Tanzanie

34. L'évaluation a permis de conclure que le positionnement et le programme du Bureau étaient stratégiques, pertinents et conformes aux engagements anciens et nouveaux pris par le Gouvernement aux niveaux international, régional et national dans les domaines de la promotion de l'égalité des genres, de la participation des femmes aux responsabilités et à la vie politique, de l'autonomisation économique des femmes et des questions de genre à l'échelle de la Tanzanie. L'exécution de la Note stratégique a permis au Bureau d'examiner les domaines de travail relevant de son expérience et de ses compétences institutionnelles avec des femmes députées et juges, le secteur privé, des établissements universitaires et institutions de recherche, des organismes de financement ainsi que des partenaires d'exécution et de développement des compétences. Bien que le Bureau ait efficacement appuyé la prise en compte des questions de genre dans plusieurs politiques sectorielles et la révision de la politique nationale relative au genre (2000), il lui faut une stratégie claire pour établir les travaux et processus prioritaires en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes afin d'aider les partenaires à obtenir des résultats durables et profonds. L'évaluation a donné lieu à cinq recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau du Malawi

35. Au cours de la période 2018-2021, le Bureau a axé ses travaux sur quatre domaines : la gouvernance fondée sur le genre, l'autonomisation économique des femmes, la lutte contre la violence à l'égard des femmes et l'action humanitaire. Le portefeuille a contribué à l'institutionnalisation des statistiques sur le genre dans le cadre de la planification stratégique réalisée par le Gouvernement, aidé les femmes à accroître leur sécurité alimentaire et leur indépendance économique et favorisé l'élaboration et l'adoption de politiques relatives à l'égalité des genres, telles que l'augmentation de l'âge minimum du mariage. L'évaluation a permis de constater que le portefeuille était pertinent et largement efficace et cohérent, même si des efforts

supplémentaires pourraient être consentis en vue de favoriser la participation des femmes à la vie politique, et que les ressources étaient trop dispersées entre de nombreux partenaires d'exécution et projets à court terme. Il a été recommandé à ONU-Femmes de rationaliser et consolider son portefeuille, de procéder à une sélection plus stratégique et à un contrôle préalable plus rigoureux de ses partenaires de programme, de maximiser l'utilisation des plateformes de coordination existantes en matière d'égalité des genres et de mettre en place un mécanisme solide permettant de favoriser une plus grande participation des bénéficiaires et des structures locales à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des interventions. L'évaluation a donné lieu à seize recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service

Bureau du Zimbabwe

36. Le Bureau a mis à profit son mandat pour se positionner stratégiquement comme acteur de premier plan dans la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, notamment en tirant parti des programmes conjoints visant à améliorer le financement du portefeuille de pays du Zimbabwe et de l'initiative Unité d'action des Nations Unies en cas de chevauchement des objectifs. S'il a renforcé sa contribution à la réalisation de l'égalité des genres dans le pays, l'évaluation a conclu qu'il était possible de faire davantage pour renforcer le mécanisme de promotion des femmes. Par exemple, on craignait que les programmes d'ONU-Femmes soient trop restreints pour susciter des changements au niveau national dans les domaines ciblés et que d'autres acteurs attendent d'ONU-Femmes qu'elle se charge de la collecte de fonds destinés à l'égalité des genres au Zimbabwe. En raison d'un financement inadéquat, il était difficile pour ONU-Femmes d'accéder aux compétences, aux connaissances et aux capacités nécessaires à la mise en œuvre de son portefeuille dans le pays. L'évaluation a donné lieu à huit recommandations, qui ont toutes été acceptées par la direction.

V. Performance de la fonction d'évaluation d'ONU-Femmes

37. ONU-Femmes utilise des systèmes de suivi des résultats en vue de promouvoir la transparence et le principe de responsabilité dans le cadre des évaluations et de rendre compte de la performance de la fonction d'évaluation par rapport aux indicateurs clés de performance. Le tableau 1 présente les résultats de 2022 et les objectifs fixés pour 2025. On trouvera de plus amples détails et une analyse des indicateurs dans la sous-section correspondante.

Tableau 1

Indicateurs clés de performance relatifs à l'évaluation et cible pour le plan stratégique 2022-2025

<i>Indicateur clé de performance</i>	<i>Description</i>	<i>2022</i>	<i>Cible (d'ici à 2025)</i>
Ressources financières investies dans la fonction d'évaluation	Dépenses consacrées à l'évaluation par rapport au total des dépenses consacrées aux programmes d'ONU-Femmes (%)	1,9	Entre 2,0 et 3,0 ²

² Conformément à la politique d'évaluation révisée (2020), il est recommandé à ONU-Femmes d'allouer à la fonction d'évaluation entre 2 et 3 % de ses dépenses totales consacrées aux programmes.

<i>Indicateur clé de performance</i>	<i>Description</i>	<i>2022</i>	<i>Cible (d'ici à 2025)</i>
Ressources humaines chargées du suivi et de l'évaluation	Bureaux ayant désigné un responsable ou point focal chargé du suivi et de l'évaluation (%)	98	100
Couverture des évaluations	Bureaux ayant demandé au moins une évaluation par cycle associé à une note stratégique (%)	93	100
Taux d'exécution des évaluations	Évaluations en cours d'exécution (%)	92	100
Qualité des rapports d'évaluation	Rapports d'évaluation jugés satisfaisants ou plus (%)	86	100
Évaluations conjointes ³	Évaluations conjointes réalisées avec la contribution d'ONU-Femmes (%)	29	25
Publication des réponses de la direction sur le système GATE	Rapports d'évaluation accompagnés d'une réponse de la direction sur le système GATE (%)	100	100
Exécution des réponses de la direction	Exécution des principales mesures de la direction (%)	91	95
Prise en compte des évaluations	Bureaux ayant indiqué tenir compte des évaluations (%)	87	95

Indicateur clé de performance n° 1 : ressources financières

Tableau 2

Dépenses consacrées à la fonction d'évaluation de 2019 à 2022

(en dollars des États-Unis)

	<i>2019</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>
Montant total des dépenses consacrées aux programmes d'ONU-Femmes	326 069 512	341 366 277	431 794 597	441 317 504
Montant total des dépenses consacrées à l'évaluation	6 359 651	6 388 787	7 961 194	8 224 073
Service indépendant d'évaluation/Services d'évaluation et d'audit indépendants	3 433 020	3 441 396	3 619 149	3 800 044
Évaluations décentralisées	2 926 630	2 947 391	4 342 044	4 424 029
Montant total des dépenses (%)	2,0	1,9	1,8	1,9

Source : La Division de la gestion et de l'administration a établi les montants des dépenses consacrées aux programmes d'ONU-Femmes et au Service indépendant d'évaluation à partir du système Atlas. Les montants relatifs aux évaluations décentralisées ont été calculés sur la base de données fournies par la Division et complétés par des données fournies par le Service.

38. En 2022, on estime que le montant des dépenses engagées par ONU-Femmes au titre des évaluations était de 8,22 millions de dollars, sur la base des données fournies

³ L'indicateur clé de performance relatif à l'évaluation conjointe permet de suivre la contribution d'ONU-Femmes à toutes les évaluations et initiatives conjointes, y compris l'évaluation indépendante à l'échelle du système menée au niveau mondial et les évaluations du Plan-cadre de coopération.

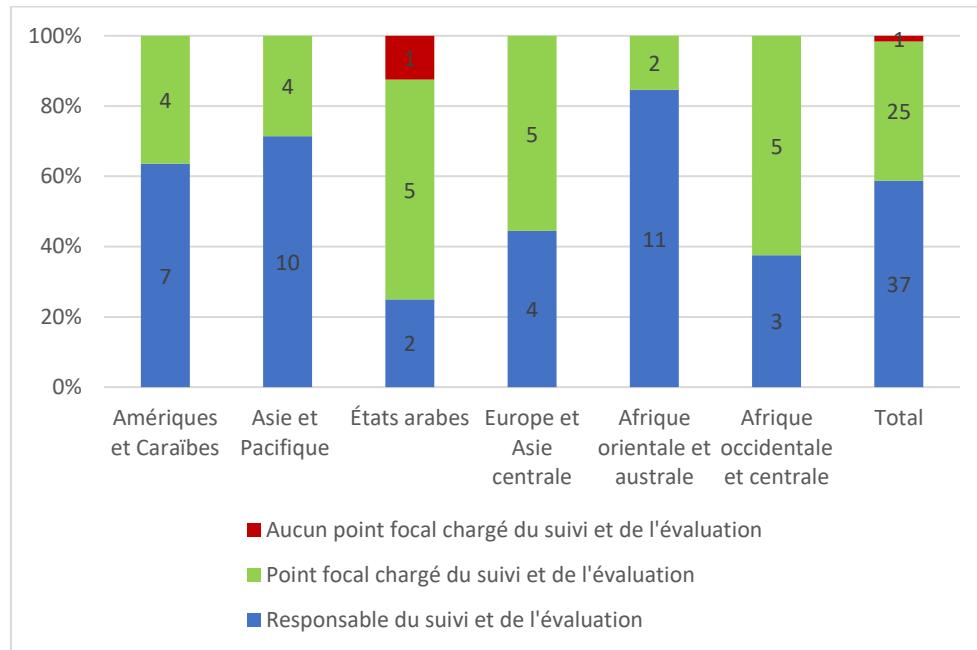
par la Division de la gestion et de l'administration et examinées par le Service dans la mesure du possible pour en vérifier l'exhaustivité et la cohérence. Cela représente une augmentation de 3 % par rapport à ses dépenses d'évaluation en 2021 (7,96 millions de dollars), qui s'explique par les dépenses d'évaluation au niveau de l'organisation et au niveau décentralisé, tandis que les dépenses totales du programme d'ONU-Femmes ont augmenté de 2 %, passant de 431,8 millions de dollars en 2021 à 441,3 millions de dollars en 2022. Cela peut traduire une augmentation des investissements dans les évaluations stratégiques menées par le Service ainsi qu'un regain d'intérêt pour les évaluations effectuées à la demande des bureaux de pays au niveau décentralisé et la conduite de ces évaluations. En conséquence, le rapport entre les dépenses d'évaluation et les dépenses de programme de l'Entité a légèrement augmenté, atteignant 1,9 %, contre 1,8 % en 2021.

Indicateur clé de performance n° 2: ressources humaines

39. En 2022, le Service a poursuivi ses travaux sous la conduite du Chef de l'évaluation ainsi que du Directeur des Services d'évaluation et d'audit indépendants. Les activités d'évaluation ont été mises en œuvre par six agents chargés de l'évaluation au siège et six spécialistes régionaux de l'évaluation basés dans les bureaux régionaux d'ONU-Femmes, placés sous la direction du Chef de l'évaluation. Des consultants et des stagiaires ont également fourni un appui aux activités d'évaluation. En 2022, le spécialiste régional de l'évaluation pour la région de l'Afrique orientale et australie et un spécialiste des données d'évaluation ont rejoint l'équipe.

40. Au niveau décentralisé, 98 % des bureaux de pays et des bureaux régionaux d'ONU-Femmes disposaient d'au moins un responsable ou point focal chargé du suivi et de l'évaluation (contre 98 % en 2021) ; un seul bureau situé dans la région des États arabes faisait exception, mais le processus de nomination était en cours au moment de l'établissement du présent rapport (voir figure 1). Sur les 63 bureaux, 59 % (37 sur 63) disposaient d'au moins un responsable du suivi et de l'évaluation, et 40 % (25 sur 63) d'au moins un point focal chargé du suivi et de l'évaluation. Afin d'améliorer et de poursuivre le renforcement des capacités de suivi et d'évaluation au niveau national, le Service recommande de nommer des responsables du suivi et de l'évaluation chargés de soutenir les activités d'évaluation dans les bureaux de grande et moyenne taille, plutôt que d'affecter temporairement des points focaux chargés du suivi et de l'évaluation ou de gérer des capacités insuffisantes.

Figure 1
Responsables/points focaux chargés du suivi et de l'évaluation, par région en 2022

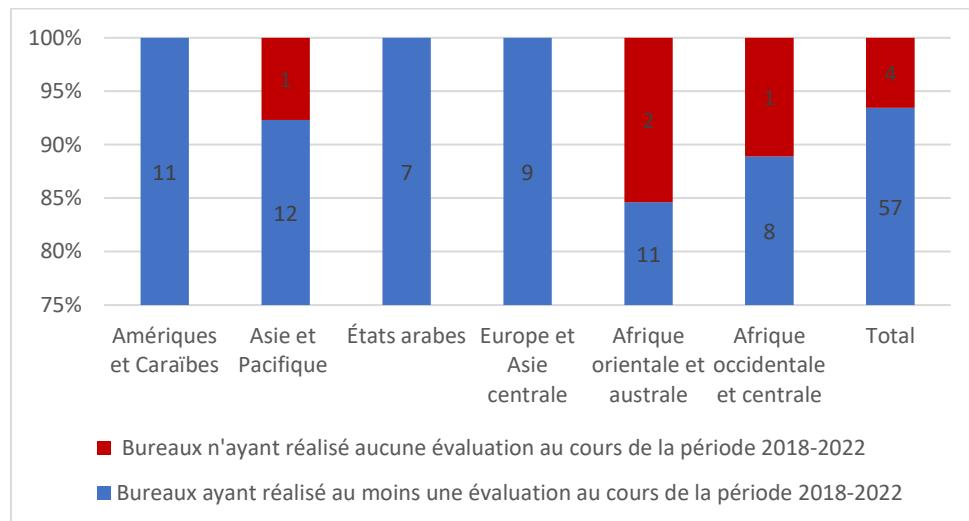


Source : système mondial de contrôle de l'évaluation

Indicateur clé de performance n° 3 : couverture des évaluations

41. La politique d'évaluation révisée et les normes de couverture des évaluations exigent que celles-ci portent sur les principaux domaines programmatiques et opérationnels d'ONU-Femmes. Entre 2018 et 2022, 93 % des bureaux régionaux et des bureaux de pays ont réalisé au moins une évaluation (contre 97 % en 2021), au cours de leur cycle de notes stratégiques. Quatre bureaux de pays n'ont pas achevé leurs évaluations dans les délais prescrits (voir figure 2). Toutefois, l'un d'eux a déjà réalisé une évaluation au premier trimestre 2023 et deux autres ont prévu des évaluations pour 2023 avec la participation et le soutien actifs du Service, en particulier au moyen d'évaluations de portefeuilles de pays menés sous la direction du Service.

Figure 2
Couverture des évaluations par région et par cycle de notes stratégiques, pour la période 2018-2022



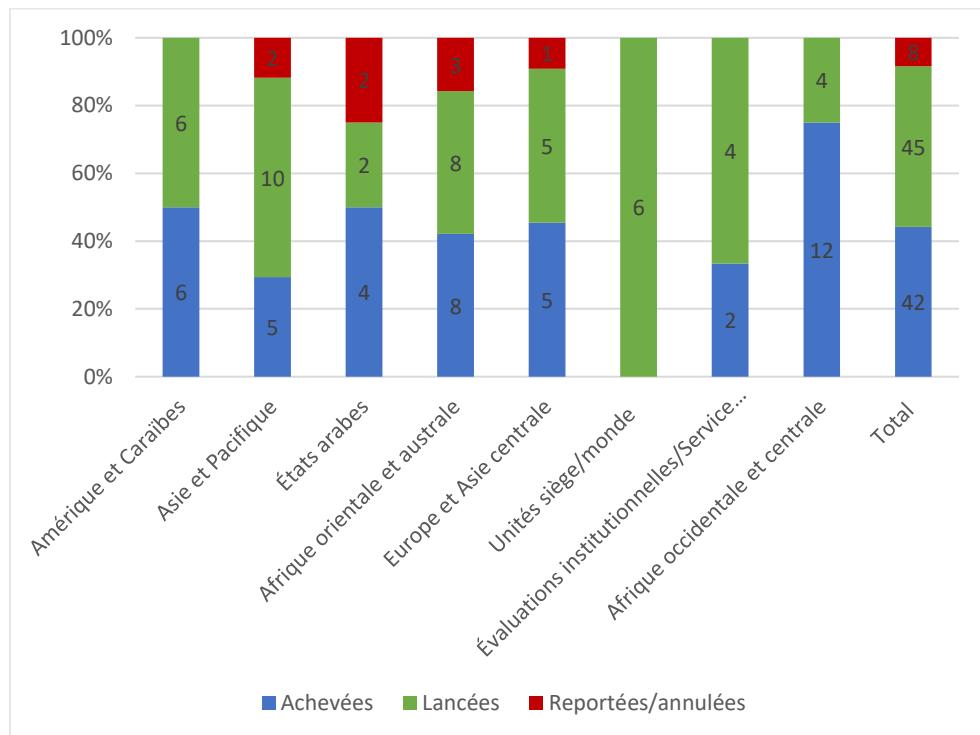
Source : système mondial de contrôle de l'évaluation

Indicateur clé de performance n° 4 : taux d'exécution des évaluations prévues

42. Le Service élabore un plan d'évaluation global annuel en vue de suivre et de contrôler l'état d'avancement des évaluations prévues, sur la base du plan de suivi, de recherche et d'évaluation mis au point par les unités opérationnelles et du processus de validation réalisé par les spécialistes régionaux de l'évaluation. Il procède également à un examen semestriel du plan d'évaluation global en étroite consultation avec les bureaux de pays et les bureaux régionaux afin d'apporter les ajustements nécessaires aux activités prévues.

43. En 2022, sur les 95 évaluations prévues, 42 (44 %) ont été achevées (contre 45 % en 2021). En outre, 45 (47 %) ont été lancées et se trouvent à différents stades de mise en œuvre (contre 52 % en 2021). Huit évaluations (8 %) ont été reportées ou annulées (voir figure 3). Dans l'ensemble, le nombre total d'évaluations menées par ONU-Femmes a augmenté en 2022, confirmant ainsi la tendance enregistrée depuis 2020. Les évaluations ont été le plus souvent annulées afin de fusionner des évaluations autonomes en évaluations thématiques ou stratégiques globales et de déterminer si une évaluation prévue devait être remplacée par un autre type d'évaluation. Certaines ont été reportées en raison de la prorogation du projet ou de facteurs externes, tels que des problèmes de sécurité.

Figure 3
Taux d'exécution des évaluations en 2022

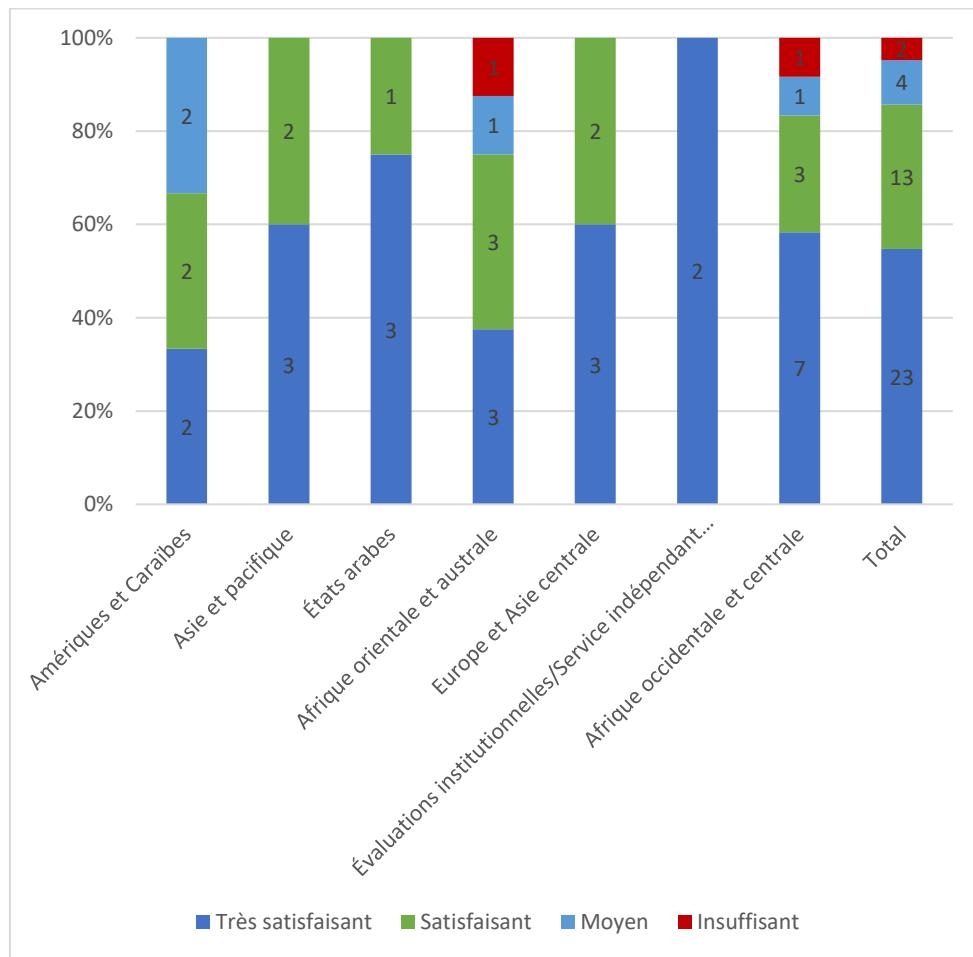


Source : système mondial de contrôle de l'évaluation

Indicateur clé de performance n° 5 : qualité des rapports d'évaluations

44. Sur les 42 évaluations d'ONU-Femmes réalisées en 2022, 36 rapports (86 %) ont été jugés au minimum satisfaisants, sur la base des normes du système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluation (contre 98 % en 2021), ce qui traduit une légère baisse de la qualité des rapports des évaluations décentralisées. Toutes les évaluations institutionnelles et stratégiques menées par le Service en 2022 ont été jugées très satisfaisantes. Bien que le nombre d'évaluations décentralisées réalisées à la demande des bureaux de pays soit en augmentation, les défis liés à la forte rotation du personnel et à la capacité limitée de gérer des évaluations de bonne qualité persistent. Le Service continuera à fournir un soutien technique et à renforcer les capacités internes en encourageant la conduite d'évaluations stratégiques basées sur les besoins organisationnels et en préconisant la limitation du nombre d'évaluations à petite échelle menées à l'initiative des donateurs, qui ont des conséquences sur les coûts de transaction.

Figure 4
Qualité des rapports d'évaluation, 2022



Source : Système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluation

Indicateur clé de performance n° 6 : évaluations conjointes

45. Le système des Nations Unies utilise des évaluations conjointes en vue de renforcer la cohérence à l'échelle du système ainsi que d'orienter et d'étayer la programmation et les initiatives de collaboration. Si le degré de coopération entre les entités participant aux évaluations conjointes varie, on observe un renforcement de la participation d'ONU-Femmes au cours des dernières années. Afin de mieux suivre les progrès réalisés par l'Entité dans le cadre des évaluations conjointes, un indicateur du Plan stratégique au niveau institutionnel conforme à l'indicateur sur le rapport du contrôle de la qualité à l'échelle du système des Nations Unies a été pris en compte dans le Cadre de résultats du Plan stratégique 2022-2025. En 2022, ONU-Femmes a participé à 33 évaluations conjointes, soit environ 29 % du total des évaluations entreprises tout au long de l'année. Parmi ces évaluations conjointes, sept ont été dirigées ou codirigées par ONU-Femmes ; deux étaient des évaluations conjointes indépendantes à l'échelle du système (dont une qui a été achevée) au niveau mondial ; et huit ont été mises en œuvre dans différentes régions au titre du Plan-cadre de coopération. On trouvera à la section VI de plus amples informations sur la participation d'ONU-Femmes aux activités d'évaluation conjointe et aux principales initiatives menées en 2022.

Indicateur clé de performance n° 7 : publication des réponses de la direction sur le système GATE

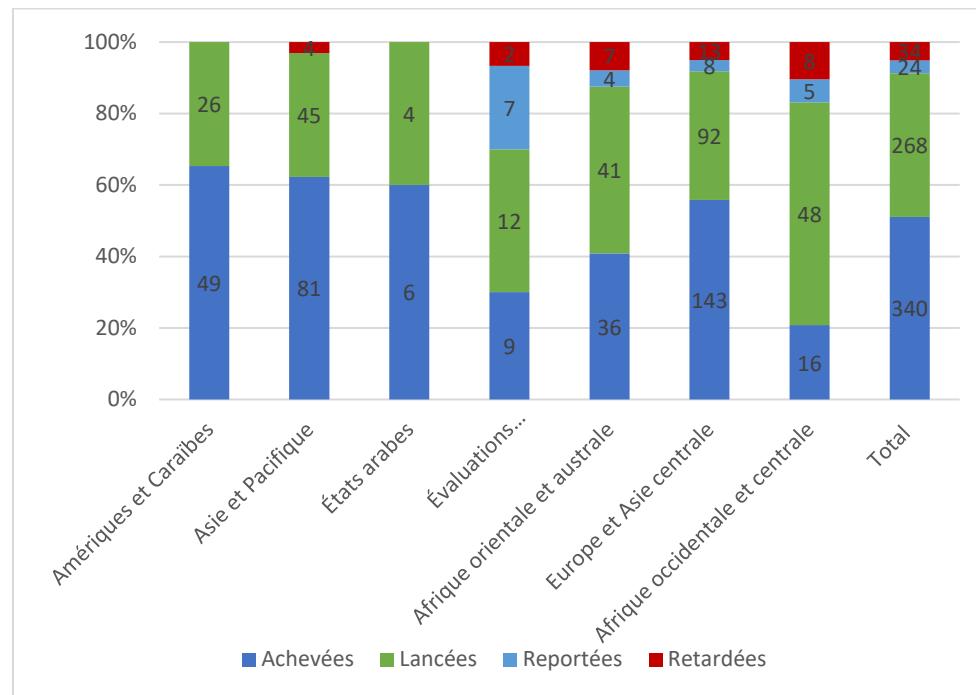
46. La réponse donnée par la direction à chaque évaluation est l'une des étapes clés du processus d'évaluation. Elle contribue à renforcer le principe de responsabilité, la transparence et l'apprentissage car elle encourage ONU-Femmes à réfléchir aux recommandations issues des évaluations et à recenser les domaines à améliorer. À cet égard, les bureaux d'ONU-Femmes sont censés remplir et télécharger leurs réponses dans le système GATE dans les six semaines suivant l'achèvement de tout rapport d'évaluation. Sur les 42 évaluations réalisées en 2022, toutes avaient fait l'objet d'une réponse de la direction au moment de l'établissement du présent rapport, ce qui représente une amélioration par rapport au taux de 97 % enregistré en 2021. Dans le même temps, le Service a relevé des difficultés concernant la capacité de la direction à élaborer et à approuver en temps utile ses réponses dans le système GATE. Il continuera de suivre le respect des délais et l'élaboration des réponses avec l'aide de ses spécialistes régionaux de l'évaluation qui assureront un suivi régulier auprès des bureaux de pays et des directeurs régionaux.

Indicateur clé de performance n° 8 : mise en œuvre des réponses/actions clés de la direction

47. À la suite des 42 évaluations réalisées par ONU-Femmes en 2021, la direction s'est engagée à mettre en œuvre un total de 666 actions clés⁴, parmi lesquelles, en janvier 2023, 340 (51 %) étaient achevées, 268 (40 %) étaient en cours d'exécution, 24 (4 %) n'avaient pas été lancées et 34 (5 %) étaient retardées (voir figure 5). Le taux d'exécution a augmenté par rapport aux années précédentes (en 2021, le taux global était de 85 %), ce qui montre que l'Entité a pris en compte et appliqué rapidement les recommandations issues des évaluations. Une analyse plus approfondie des évaluations a révélé que les régions des Amériques et des Caraïbes ainsi que des États arabes présentaient les taux d'exécution les plus élevés, ayant achevé ou lancé tous les engagements clés au moment de l'établissement du présent rapport. En termes de taux d'exécution, viennent ensuite les régions de l'Asie et du Pacifique, de l'Europe et de l'Asie centrale ainsi que de l'Afrique orientale et australie.

⁴ Cela ne comprend pas les 28 actions clés marquées comme « sans objet ».

Figure 5
Taux d'exécution des réponses de la direction, janvier 2023



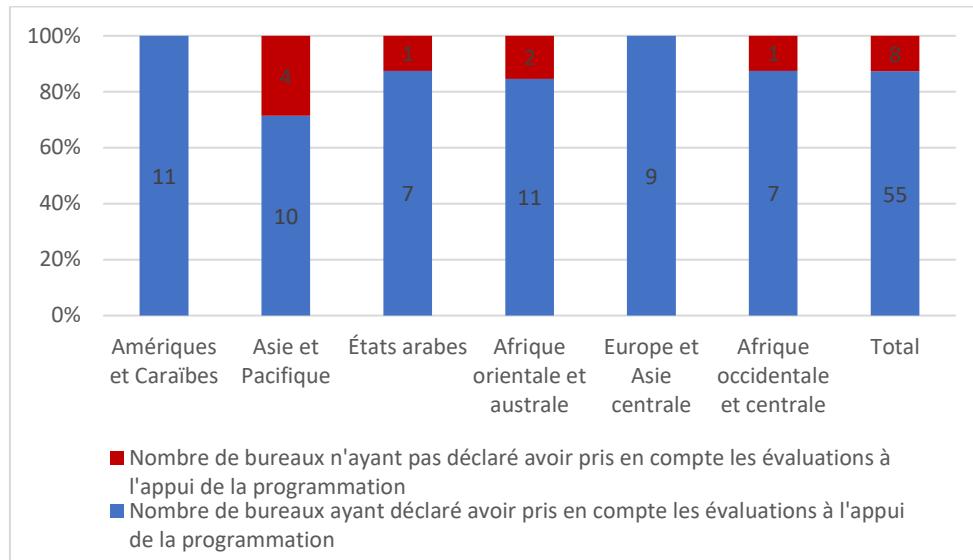
Source : système mondial de contrôle de l'évaluation

Indicateur clé de performance n° 9 : prise en compte de l'évaluation dans l'élaboration des programmes

48. Sur la base des données figurant dans les rapports annuels et recueillies au moyen du système de gestion des résultats d'ONU-Femmes, une majorité de bureaux extérieurs (87 %) a exploité les données probantes et les enseignements tirés des évaluations récentes afin d'étayer l'élaboration des programmes et leurs interventions (contre 94 % en 2021)⁵. Les évaluations ont notamment joué un rôle essentiel dans les processus de planification stratégique au niveau des pays, y compris dans l'élaboration des notes stratégiques (par exemple en Égypte, au Népal, au Kenya, au Moldova et au Maroc) et dans la formulation des plans-cadres de coopération ultérieurs (par exemple en Albanie, au Brésil et au Moldova). Les enseignements tirés des évaluations ont également contribué à renforcer l'approche de programmation d'ONU-Femmes et à recenser les possibilités qui s'offrent à certains bureaux de pays (par exemple, au Bangladesh, en Jordanie, au Mozambique et en Équateur). Il a été signalé que les évaluations avaient favorisé la mobilisation des ressources dans certains pays (par exemple, au Cameroun, au Malawi et au Pakistan) et renforcé les politiques et les procédures opérationnelles d'ONU-Femmes dans d'autres pays et régions.

⁵ Les informations proviennent des réponses données aux questions ouvertes posées dans le cadre du processus d'établissement de rapport annuel 2022 d'ONU-Femmes.

Figure 6
Prise en compte de l'évaluation dans l'élaboration des programmes, 2022



Source : Système de gestion des résultats d'ONU-Femmes

VI. Collaboration à l'appui d'une évaluation tenant compte des questions de genre

Renforcement de l'évaluation tenant compte des questions de genre au sein du système des Nations Unies

49. En 2022, le Service a continué de coorganiser le groupe de travail sur l'égalité des genres, le handicap et les droits humains du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE). Le groupe de travail a contribué à l'élaboration et à la promotion de méthodologies, d'orientations et d'approches communes concernant les normes et règles du GNUE en matière d'égalité des genres, d'inclusion du handicap et des droits humains. Avec le concours du Service, il a mis en œuvre un plan de travail, qui comprenait la révision et la mise à jour en cours du guide du GNUE sur l'égalité des genres et les droits humains. Il a également produit un guide relatif à la prise en compte du handicap dans les évaluations et le rapport de la stratégie d'inclusion du handicap des Nations Unies en 2022, qui a été présenté lors d'un webinaire en février 2022 et suivi d'une séance sur la mise en œuvre de l'orientation en octobre 2022.

50. Au niveau régional, ONU-Femmes a dirigé le groupe de travail du réseau des Nations Unies pour l'évaluation en Afrique subsaharienne chargé de fournir un soutien technique aux évaluations relevant des plans-cadres de coopération. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, elle a également contribué au programme de formation du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation du développement pour l'Asie et le Pacifique qui portait sur l'exploitation du potentiel de l'évaluation et qui était axé sur la gestion d'évaluations de haute qualité. Elle a continué à codiriger le réseau d'évaluation de l'ONU en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de promouvoir une coordination de qualité et un soutien technique pour les évaluations effectuées par l'ONU dans la région.

Initiatives d'évaluation conjointe visant à promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes

51. Le Service a continué de promouvoir la cohérence, la coordination et le principe de responsabilité au sein du système des Nations Unies en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes au moyen d'évaluations réalisées à l'échelle du système et d'évaluations conjointes. Au niveau mondial, ONU-Femmes a commencé à élaborer, conjointement avec les bureaux d'évaluation du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM, une synthèse interinstitutions des évaluations du système des Nations Unies liées à l'objectif 5. Cet exercice vise à rassembler des données probantes et des enseignements tirés de l'évaluation des Nations Unies afin de soutenir l'apprentissage et la prise de décision concernant les futures politiques et programmations en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes.

52. ONU-Femmes a apporté des contributions techniques à plusieurs évaluations relevant des plans-cadres de coopération (Lesotho, Malawi, Gambie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Bolivie et Brésil), encouragé la prise en compte des questions de genre dans les évaluations relevant des plans-cadres de coopération et soutenu la coordination interinstitutions entre les évaluations relevant des plans-cadres de coopération et les évaluations indépendantes des portefeuilles de pays réalisées par des organismes. Au Brésil, par exemple, une évaluation a révélé que le groupe interinstitutions des Nations Unies sur le genre, la race et l'ethnicité avait établi une pratique solide de travaux conjoints, complétée par des outils tels que la feuille de résultats des équipes de pays relative au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des genres et l'égalité raciale.

Indicateur de performance relatif à l'évaluation du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes

53. Assurant la fonction de secrétariat de l'indicateur de performance relatif à l'évaluation du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes, ONU-Femmes a examiné les soumissions annuelles et apporté son soutien à l'application des orientations techniques à toutes les entités déclarantes. Elle a également établi un rapport annuel sur les progrès et les meilleures pratiques afin d'améliorer la prise en compte des questions de genre dans les évaluations. Sur la base des informations relatives à l'indicateur de performance communiquées en 2022, on observe une augmentation de la proportion d'entités déclarantes au-delà des exigences. Comme les années précédentes, elle a réalisé une évaluation externe de l'indicateur de performance sur la base des 42 évaluations qu'elle avait entreprises en 2022. Dans l'ensemble, la prise en compte de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes a « dépassé les critères » dans les évaluations de l'Entité. Sur les 42 évaluations examinées, 36 (86 %) ont « répondu aux critères » et les 6 évaluations restantes (14 %) ont « atteint un niveau proche des critères », la plupart des paramètres étant « conformes ». En outre, ONU-Femmes a mené des évaluations stratégiques sur l'égalité des genres considérées comme ayant « dépassé les critères ».

Partenariats au service du renforcement des capacités d'évaluation nationales

54. En 2022, ONU-Femmes a participé activement aux travaux de l'équipe spéciale de haut niveau EvalPartners qui aide les États Membres à élaborer une nouvelle résolution de l'ONU relative à la promotion d'évaluations menées par les pays sur les objectifs de développement durable au niveau national. Plusieurs réunions et manifestations ont été prévues afin de soutenir la résolution, notamment un atelier sur l'examen national volontaire organisé en marge du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2022. Toutes les ressources relatives à l'évaluation

utiles aux examens nationaux volontaires se trouvent dans la base de données des outils du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, qui constitue un portail de connaissances à l'usage des États Membres.

55. ONU-Femmes a continué de coprésider EvalGender+ en mettant l'accent sur la sensibilisation, la création de produits de connaissance liés à l'évaluation tenant compte des questions de genre, le soutien aux petites subventions pour l'innovation ainsi que le partage des meilleures pratiques et des données d'expérience. L'Entité et EvalGender+ ont publié une analyse des examens nationaux volontaires axée sur l'équité et la prise en compte des questions de genre, qui a été présentée lors de neuf manifestations en 2022 afin d'accroître l'utilisation des données d'évaluation tenant compte des questions de genre, qui peuvent mieux étayer les politiques, les stratégies et les plans nationaux dirigés par les pays. En 2022, ONU-Femmes a signé un mémorandum d'accord avec l'Initiative mondiale pour l'évaluation et rejoint ce partenariat stratégique à l'appui du renforcement des capacités d'évaluation tenant compte des questions de genre au niveau mondial. Grâce à ce partenariat, elle vise à renforcer les capacités d'évaluation nationales, conjointement avec le PNUD et la Banque mondiale en tant que co-responsables de l'Initiative mondiale pour l'évaluation, ainsi qu'avec d'autres partenaires dans le cadre de cette initiative pluripartite.

56. ONU-Femmes a également soutenu des politiques et des cadres d'évaluation tenant compte des questions de genre au niveau régional tout au long de l'année 2022. Par exemple, dans la région de l'Afrique orientale et australe, elle a procédé à un examen par les pairs des orientations nationales de l'Afrique du Sud en matière d'évaluation tenant compte des questions de genre et des principes d'évaluation de l'Association régionale d'évaluation de l'Afrique afin d'améliorer leur approche technique, leur applicabilité et leur facilité d'utilisation. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, elle a participé à une session en ligne axée sur l'équité, les objectifs de développement durable et l'évaluation tenant compte des questions de genre afin de promouvoir l'adoption d'outils, de méthodes et d'indicateurs qui mesurent les progrès et renforcent les capacités d'évaluation tenant compte des questions de genre. Elle a également soutenu la prise en compte des questions de genre dans la méthodologie de l'indice de capacité d'évaluation nationale, qui est une initiative pluripartite en cours dans la région des Amériques et des Caraïbes, appuyée par des partenaires tels que le PAM et DEval.

VII. Programme de travail du Service pour 2023

57. En 2023, le Service continuera de travailler sur les cinq domaines clés suivants, en veillant à ce que les évaluations soient adaptées en cas de nouvelle priorité et d'évolution du contexte :

Évaluations stratégiques et activités menées au niveau institutionnel

58. Le Service réalisera deux évaluations institutionnelles qui seront présentées au Conseil d'administration à ses sessions de 2023-2024 : i) une évaluation institutionnelle du soutien fourni par ONU-Femmes à l'autonomisation économique des femmes au moyen de la promotion de lois, de cadres, de politiques et de partenariats tenant compte des questions de genre ; ii) une évaluation institutionnelle des travaux menés par ONU-Femmes dans le domaine de la gouvernance et de la participation à la vie publique. En outre, l'Entité achèvera une synthèse conjointe à l'échelle du système de l'objectif 5, en collaboration avec le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et le PAM. Elle lancera et réalisera une méta-synthèse des évaluations sur la sensibilisation et les communications, ainsi qu'une évaluation globale du soutien

qu'elle fournit aux femmes et à la paix et à la sécurité, ainsi qu'à l'action humanitaire. Le Service réalisera également trois évaluations formatives sur : i) les changements climatiques ; ii) la société civile ; iii) les statistiques et les données relatives au genre ; et lancera une évaluation sur le financement de la promotion de l'égalité des genres. Ces évaluations seront présentées pour examen à la direction et aux partenaires d'ONU-Femmes et seront détaillées dans les prochains rapports annuels sur la fonction d'évaluation.

Évaluations stratégiques et assistance technique au niveau décentralisé

59. En 2023, les spécialistes de l'évaluation régionale du Service effectueront environ 14 évaluations régionales stratégiques et évaluations de portefeuilles de pays. Le Service continuera également à renforcer les systèmes décentralisés en apportant un soutien technique aux évaluations de programmes et de projets ainsi qu'aux évaluations conjointes menées et prises en charge par les bureaux de pays, les bureaux régionaux et le siège. Il continuera à gérer le système mondial de contrôle de l'évaluation, à suivre les indicateurs clés de performance de l'évaluation, à organiser l'évaluation externe de la qualité des rapports d'évaluation décentralisés ainsi qu'à renforcer les capacités du personnel et une culture de l'évaluation par la formation et l'accompagnement.

Partenariats avec le système des Nations Unies et les parties prenantes nationales visant à promouvoir les évaluations tenant compte des questions de genre

60. Le Service participera activement aux évaluations menées à l'échelle du système des Nations Unies afin de veiller à ce qu'elles prennent en compte les questions de genre et aux nombreuses activités d'évaluation menées conjointement. Il contribuera à la coalition de synthèse des objectifs de développement durable de portée mondiale et participera, à titre consultatif, à l'évaluation de l'Initiative Spotlight à l'échelle du système.

61. Le Service apportera également sa contribution aux initiatives et activités du GNUE, aux groupes d'évaluation régionaux et aux évaluations des plans-cadres de coopération. Il participera à dix groupes de travail du GNUE et jouera un rôle de premier plan en coprésidant le groupe de travail du GNUE sur l'égalité des genres, le handicap et les droits humains. Il continuera de diriger l'élaboration du rapport sur l'indicateur de performance relatif à l'évaluation du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes et à assurer la fonction de « bureau du genre » pour le compte du GNUE.

62. Le Service fournira un appui ciblé au renforcement des capacités en matière d'évaluation tenant compte des questions de genre au niveau national dans le cadre d'EvalGender+ et de l'Initiative mondiale pour l'évaluation. Il étudiera la possibilité d'apporter un soutien technique aux évaluations des stratégies et plans d'action en matière d'égalité des genres menées par les pays.

Renforcement de la prise en compte de l'évaluation et de la communication

63. Le Service continuera de fournir des données probantes à l'appui de l'exécution du Plan stratégique 2022-2025 en tirant parti de sa participation à l'équipe de direction, au Comité d'examen des activités et à d'autres réunions stratégiques. Les supports de communication, les webinaires sur les résultats des évaluations et les réseaux sociaux resteront d'importants moyens de diffusion des résultats et des recommandations issus des évaluations auprès d'ONU-Femmes et d'un public plus large. Afin d'améliorer encore l'utilité des évaluations stratégiques et décentralisées qu'il mène, le Service contrôlera le degré d'utilisation de l'évaluation dans les principaux documents de planification stratégique et processus organisationnels.

Budget alloué au programme de travail du Service pour 2023

64. Comme les années précédentes, le montant du budget du Service pour 2023 s'élève à 3 431 000 dollars. Il comprend le budget institutionnel (2 281 000 dollars) et des ressources de base (1 150 000 dollars).

Annexe 1**Évaluations d'ONU-Femmes réalisées en 2022**

Région	Bureau/Département	Évaluation	Qualité du rapport
Afrique occidentale et centrale	République centrafricaine	1. Communication et sensibilisation en faveur de la cohésion sociale en République centrafricaine	Très satisfaisant
		2. Évaluation finale du projet intitulé « Femmes, agriculture et changements climatiques pour la paix »	Très satisfaisant
	Guinée-Bissau	3. Évaluation finale du projet sur la participation politique des femmes et des jeunes financé par le Fonds pour la consolidation de la paix	Très satisfaisant
		4. Rapport d'évaluation sur la promotion de la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes et la paix et la sécurité	Satisfaisant
	Libéria	5. Initiatives transfrontalières de dialogue communautaire (Mali et Niger)	Très satisfaisant
		6. Évaluation à mi-parcours du projet sur l'accès des femmes à une agriculture résiliente aux changements climatiques	Satisfaisant
	Niger	7. Évaluation finale du projet sur la migration et les capacités productives à Kantche/Zinder	Moyen
		8. Évaluation finale du projet sur la protection des droits des femmes migrantes dans la région de Tahoua	Insuffisant
	Nigéria	9. Évaluation de fin du projet sur les femmes et la paix et la sécurité au Nigéria	Très satisfaisant
		10. Renforcement des opérations de sécurité et du dialogue communautaire tenant compte des questions de genre	Satisfaisant
	Sénégal	11. Prévention des migrations forcées et de la traite des femmes et des filles au Nigéria	Très satisfaisant
		12. Évaluation à mi-parcours du projet sur le développement agricole durable	Très satisfaisant
Europe et Asie centrale	Albanie	13. Évaluation conjointe du programme sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes	Très satisfaisant
	Géorgie	14. Évaluation du programme conjoint sur les objectifs de développement durable	Satisfaisant
	Kirghizistan	15. Évaluation du programme conjoint des Nations Unies sur l'autonomisation des femmes et des filles touchées par les migrations en faveur d'un développement inclusif et de la consolidation de la paix	Satisfaisant
	Moldova	16. Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service	Très satisfaisant
	Macédoine du Nord	17. Évaluation finale du projet visant à promouvoir des politiques et des budgets tenant compte des questions de genre : vers une gouvernance transparente,	Très satisfaisant

Région	Bureau/Département	Évaluation	Qualité du rapport
		inclusive et responsable en République de Macédoine du Nord	
Afrique orientale et australe	Bureau régional pour l'Afrique orientale et australe	18. Évaluation finale du projet sur l'agriculture intelligente face au climat financé par la Standard Bank (en Ouganda, au Malawi, en Afrique du Sud et au Nigéria)	Moyen
	Malawi	19. Évaluation de portefeuille de pays	Satisfaisant
	Somalie	20. Évaluation de fin de programme : rôle moteur des femmes, autonomisation, accès et protection des femmes en Somalie	Satisfaisant
	Soudan du Sud	21. Promotion de la résilience, de l'autonomie et de la cohésion sociale parmi les populations déplacées et les communautés d'accueil, en particulier pour les femmes et les filles au Soudan du Sud et au Mali	Insuffisant
	Tanzanie	22. Évaluation de la Note stratégique 2017-2021 du Bureau de la Tanzanie	Très satisfaisant
	Ouganda	23. Évaluation finale du projet sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité qui encourage les femmes à participer à la réalisation d'une paix et d'une sécurité durables et inclusives en Ouganda et à en tirer profit	Très satisfaisant
	Zimbabwe	24. Évaluation à mi-parcours du projet visant à favoriser la gouvernance tenant compte des questions de genre afin de promouvoir la paix et la sécurité au Zimbabwe	Satisfaisant
		25. Évaluation de portefeuille de pays	Très satisfaisant
Asie et Pacifique	Bureau multipays des Fidji	26. Évaluation finale du projet sur l'inégalité des risques liée au genre	Satisfaisant
	Népal	27. Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service	Très satisfaisant
	Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	28. Évaluation régionale de la réponse à la crise sous la direction du Service	Très satisfaisant
		29. Évaluation régionale conjointe du programme EmPower	Satisfaisant
		30. Évaluation régionale du programme d'autonomisation économique des femmes effectuée par le Service	Très satisfaisant
États arabes	Égypte	31. Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service	Très satisfaisant
		32. Évaluation finale : phase I du programme sur les villes sûres	Très satisfaisant

Région	Bureau/Département	Évaluation	Qualité du rapport
Amériques et Caraïbes	Liban	33. Évaluation finale de la composante « protection » des interventions en faveur de l'autonomisation économique des femmes	Satisfaisant
	Bureau régional pour les États arabes	34. Évaluation finale de la phase II du programme sur la contribution des hommes et des femmes à l'égalité des genres	Très satisfaisant
	Argentine	35. Une victoire en appelle une autre	Moyen
	Bolivie	36. Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service	Très satisfaisant
	Brésil	37. Évaluation de portefeuille de pays sous la direction du Service	Très satisfaisant
	Colombie	38. Projet de l'Agence des États-Unis pour le développement international : mettre fin à la violence fondée sur le genre	Satisfaisant
	Guatemala	39. Villes sûres (Medellín et autres villes)	Satisfaisant
	Guatemala	40. Créer de nouvelles voies de résilience pour soutenir la paix : l'action des femmes kaqchiquel, Kekchi et mestizo en faveur de la paix	Moyen
	Service indépendant d'évaluation	41. Évaluation institutionnelle des travaux d'ONU-Femmes en matière de sensibilisation	Très satisfaisant
	Service indépendant d'évaluation	42. Évaluation institutionnelle sur le renforcement des capacités	Très satisfaisant